Communistes

www.PCF.fr

Le défi Trump : faire face (p. 3)

Vidéo

211 MILLIARDS € :
la dépense cachée n°1 de l'État (devant l'école et l'hôpital)

Venissieux, une terre de résistance et de solidarité (p. 4)

Naufrage

À St-Moritz (Suisse), il y a un lac, gelé l'hiver et sur lequel les nababs du monde entier adorent se pavaner, une fois l'an, dans une course sur glace, intitulée The Ice St-Moritz. Ces crésus paradent dans leurs petites autos, genre Talbot-Lago 1937, dans des Porsche historiques, des Maserati de légende, sous le regard attendris de nanties en vison blanc. On est ici au « Top of the world », dit l'office de tourisme. « Profitons de la nature, dit l'organisateur, dans quelques années le lac ne sera peut-être plus aussi gelé. » Ce serait en effet bien dommage de voir naufrager tous ces fous du volant. Encore que…✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : ..... €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Francesca Albanese est rapporteuse spéciale de l'ONU pour les territoires palestiniens.

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons ‹ lmons@pcf.fr ›

18 février, à partir de 18 h 30 : Conférence-débat essentielle avec Patrick Le Hyaric. Journaliste, ancien directeur de l'Humanité, ancien député européen, il viendra partager ses analyses et nourrir notre combat commun. Face aux reculs sociaux, aux dangers pour la paix et à l'offensive réactionnaire, organisons la riposte populaire. Salle Rosa-Bonheur, La Norville (91)

18 février, à partir de 9 h : Le Fil rouge, la formation en visio du PCF : présentation des travaux de la commission Immigration, avec Patricia Tejas, responsable de la commission. Lien de connexion : https://visio.pcf.fr/b/ant-q1u-dno-gcx

21 février, à partir de 18 h 30 : Colloque « Faire vivre la mémoire de la résistance des femmes ». Avec la participation de Jean David Morvan, dessinateur, Sylvie Zaidman, conservatrice générale du patrimoine, directrice du Musée de la Libération / Leclerc / Jean Moulin, Sabine Pesier, co-présidente du Mémorial national des femmes en résistance, Sandrine Treiner, autrice d'un livre sur Olga Bancic & Pierre Laurent. Siège du PCF (75019)

26 février, à partir de 18 h 30 : « Urgence climatique : que faire pour que la Terre reste habitable ? » Réunion publique organisée par les communistes de la Matheysine et du Trièves, avec les scientifiques Antonin Grandfond, Jad Halwani et le groupe Montagne du PCF. Café Beaumonde, rue du Jeu de Quilles, Château de La Mure (38).

18 avril, à partir de 11 h 30 : Grand banquet des vétérans et leurs amis présidé par Igor Zamichiei, coordinateur de l'exécutif national du PCF. Salle des fêtes, Saint Sornin (03)

5 juillet, à partir de 7 h : Brocante pour le droit aux vacances organisée par la section de Bresles ! Avec tombola, restauration professionnelle et animation musicale. Renseignements et réservations : 06 85 15 37 80. La Neuville en Huez (60)

Programme de l'Huma-café® de Nantes, de janvier à juin 2026, au lieu unique, quai Ferdinand-Favre (44)

13 mars, 18 h : Culture en péril, que faire ? Avec le collectif « Culture en Lutte 44 », qui regroupe des professionnel·le·s, des syndicats, des associations, pour organiser et visibiliser les luttes, mais aussi réfléchir à des propositions collectives.

17 avril, 18 h : Attention, Stérin miné. Avec Thomas Lemahieu, grand reporter, membre du pôle Enquêtes de *l'Humanité*. Son investigation journalistique sur la holding de Stérin a révélé l'ampleur du projet d'extrême droite Périclès.

29 mai, 18 h : Santé mentale en crise, symptôme d'une société en souffrance ? Avec Angélique Mounier-Kuhn, journaliste, elle a récemment coordonné le numéro 203 de la revue *Manière de voir* : « Santé mentale, symptômes d'un monde fêlé ». (Rencontre organisée en lien avec les Amis du Monde diplomatique)

19 juin, 18 h : Faire l'histoire du matrimoine féministe… et la transmettre. Avec Christine Bard, professeure d'histoire contemporaine à l'Université d'Angers. Elle a publié de nombreux livres sur l'histoire politique, sociale et culturelle des femmes et du genre.

Face à Trump : reprendre en mains les outils de la souveraineté démocratique des peuples

La soirée consacrée au « Défi Trump : Faire Face » organisée par la Fondation Gabriel Péri et le PCF le lundi 16 février a permis de réunir autour de deux tables rondes chercheurs, responsables de revues et politiques.

La première table ronde a fourni l'occasion d'affiner le constat de la nature du pouvoir à laquelle les peuples ont désormais à faire. Au-delà du personnage Trump, se développe une politique cohérente de réaction aux évolutions mondiales qui échappent en grande partie désormais au capitalisme et à l'impérialisme étatsuniens. C'est ce qu'ont développé les intervenants (Charlotte Balavoine, administratrice de la Fondation Gabriel Péri ; Vincent Ortiz : rédacteur en chef adjoint de Le Vent Se Lève ; Anne-Cécile Robert : directrice adjointe du Monde diplomatique ; Despina Sinou : maitresse de conférences à l'Université Sorbonne Paris Nord et membre de l'Institut Nicos Poulantzas ; Christophe Ventura : directeur de recherche à l'IRIS). Le focus porté par chacun des intervenants a permis de développer les différents aspects de la contre-offensive trumpiste : contre le droit international et l'ONU, contre la souveraineté des peuples de l'Amérique Latine et Caraïbes, contre Cuba, ou par l'utilisation de l'outil des sanctions.

La seconde table ronde, composée de Frédéric Boccara, économiste, membre du CESE, Vincent Boulet, responsable international du PCF, Daniel Durand, président de l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix (IDRP) et de Natacha Polony, directrice de la revue l'Audace!, portait sur les alternatives possibles. On pourrait les résumer en disant qu'il est temps de renouer avec la dialectique jaurésienne : la souveraineté démocratique des nations, y compris dans les domaines industriels, commerciaux, militaires, comme levier pour construire de nouvelles coopérations mutuellement bénéfiques dans les intérêts des peuples. Cela impose de livrer des batailles politiques concrètes : pour la sortie et le démantèlement de l'OTAN, pour la rupture avec les traités européens qui organisent la désindustrialisation du continent et sa soumission aux intérêts étatsuniens, pour une nouvelle construction européenne, fondée sur les principes d'Helsinki et sur une union de peuples libres, souverains et associés, pour le soutien aux initiatives de dédollarisation dans la perspective d'une monnaie commune mondiale de compte.

La rencontre a permis de faire une démonstration : il existe un espace intellectuel et politique pour reprendre en mains la question de la souveraineté, dans tous les domaines, comme outil pour de nouvelles coopérations internationales. Cet espace porte une exigence : celle de développer une riposte qui soit à la hauteur du moment de basculement historique mondial, qui est en train d'emmener les peuples à la catastrophe. Mais des alternatives existent, au niveau international, en Europe même, pour faire émerger un autre ordre du monde de peuples et de nations libres et solidaires. Le rapport de force à établir se situe à un niveau très élevé. Mais l'histoire a montré que les peuples et que les forces du mouvement ouvrier (dans leur diversité) et les forces démocratiques peuvent être à la hauteur.✪

Vincent Boulet

Vénissieux, une terre de résistance et de solidarité

Depuis 1935, Vénissieux est empreinte d'une longue histoire communiste, une terre de résistance et de solidarité. Depuis 90 ans, nos combats et notre communisme municipal sont au service des habitants. Encore aujourd'hui, notre action plonge ses racines dans le Front populaire qui a çonné notre modèle social.

Depuis 1945 et la création de l'œuvre des restaurants d'enfants, Vénissieux lutte pour que l'alimentation reste dans le giron du service public. Et en 2019, nous avons inauguré une nouvelle cuisine centrale, alors que d'autres ont cédé ce service au privé lucratif.

En 1951 les communistes vénissians créent 'œuvre des colonies de vacances, pour le droit aux vacances. Une exigence d'éducation populaire que nous maintenons avec l'Association pour la promotion des activités socio-éducatives de Vénissieux. En 1966, Vénissieux est la première ville en France à avoir mis en place le service municipal de l'enfance. Nous avons mené de nombreux combats emblématiques : pour la vie digne, avec mes arrêtés contre les expulsions sans solution de relogement et interdisant les coupures d'électricité et de gaz et les saisies mobilières, pour l'arrivée du métro, pour l'accès à la santé et la sauvegarde de notre hôpital des Portes du Sud et de tous ses services y compris les urgences. Il y a tant de batailles en cours : pour la petite enfance, le logement, pour l'emploi, pour nos savoir-faire industriels.

Les maires voient toujours plus de préoccupations nationales déferler sur leur territoire. La sécurité, l'accès aux soins, la dette publique : ces sujets régaliens, normalement portés par l'État, nous sont renvoyés comme une responsabilité locale. On nous demande de compenser les manquements de l'État avec des moyens de plus en plus limités.

Vénissieux joue un rôle clé d'amortisseur social, plaçant la lutte contre la pauvreté au cœur de son action pour garantir à chacun une vie digne et des perspectives d'avenir. Face au non-recours aux droits, qui touche particulièrement les jeunes, les familles, les personnes âgées et les parents isolés, nous agissons. Dans une ville où 34 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, il est essentiel que chacun puisse accéder aux aides auxquelles il a droit, afin d'éviter l'aggravation des difficultés.

Vénissieux s'est engagée avec détermination dans l'expérimentation Territoires zéro non-recours, aux côtés de 20 structures de la métropole lyonnaise. Pour lutter contre la pauvreté, nous agissons sur les freins au non-recours : manque d'information, complexité des démarches, isolement, peur du jugement ou manque de confiance en soi.

Notre engagement pour la justice et la dignité s'accompagne d'une autre priorité : **la protection de l'environnement et l'adaptation de notre ville aux défis climatiques.**

La ville de Vénissieux n'a pas attendu les canicules à répétition pour que l'environnement soit une préoccupation majeure. Depuis 2008 nous sommes engagés sur les questions d'écologie populaire.

Parmi les très nombreuses actions développées, le parc aquatique dans le quartier Max-Barel a fait la une des médias régionaux et nationaux l'été dernier. Cet du réchauffement climatique 55 îlots de fraîcheur végétalisés, et nous ajoutons progressivement l'eau dans certains : des fontaines, des jets, des brumisateurs.Je tiens à préciser que l'eau n'est pas gaspillée, puisqu'il s'agit de circuit fermé. Le recrutement d'un fontainier municipal nous permet le développement et le bon fonctionnement de ces installations. Notre objectif est que chaque quartier ait un îlot de fraîcheur bien identifié par la population.

Etre maire communiste, c'est mener tous les combats, avec les habitants. C'est agir dans la réactivité pour les urgences et construire la ville de demain ; c'est avoir une vision à 360° sur toutes les pièces du puzzle, car la ville est un puzzle où tout est important. L'éducation, la santé, la culture, le sport pour tous, la sécurité, le logement, les dynamiques urbaines, économiques, sociales, tout est imbriqué, tout interagit. ✪

Michèle Picard,
Maire de Vénissieux,
vice-présidente de la Métropole de Lyon

Inéligibilité pour racisme et antisémitisme

Il est possible d'agir tout de suite !

Le Parti communiste français salue la volonté exprimée par le chef de l'État ce jour, lors de son hommage à Ilan Halimi, 20 ans après son assassinat antisémite, d'une peine d'inéligibilité pour les élus condamnés pour des actes ou des propos antisémites, racistes ou discriminatoires.

Cette annonce rejoint la proposition de résolution déposée par Fabien Roussel et le groupe de la Gauche démocrate et républicaine à l'Assemblée nationale le 19 décembre 2022, puis redéposée au Sénat par le groupe CRCE le 15 novembre 2023. Le PCF avait mis cette proposition au cœur de sa campagne présidentielle.

Cette initiative parlementaire se tenait dans le contexte de la banalisation grandissante des discours racistes et antisémites et suite aux condamnations d'Éric Zemmour, notamment pour provocation à la haine raciale.

Notre initiative avait pour objectif de renforcer l'application des peines complémentaires d'inéligibilité pour tout élu condamné pour des délits d'injures ou de violence à caractère raciste, antisémite ou homophobe, d'apologie du terrorisme, ou encore de négationnisme. Elle venait enrichir la loi Gayssot adoptée le 13 juillet 1990, dénoncée à l'époque par le Front national, qui appelait à son abrogation au nom de la liberté d'expression.

Pour le PCF, le racisme et l'antisémitisme ne sont pas des opinions mais des délits qui doivent être

sanctionnés avec la plus grande fermeté. Pour ces mêmes raisons, le PCF appelle à ce que ces délits ne soient pas non plus instrumentalisés pour combattre des opinions qui n'ont aucun fondement raciste ou antisémite.

Au regard de la jurisprudence constitutionnelle, le PCF demande au Garde des Sceaux, dans le cadre de sa responsabilité de conduite de la politique pénale, de préciser au ministère public et aux juridictions compétentes les conditions d'application de la loi à l'encontre de tout responsable politique ou de toute personne partie prenante du débat politique qui se rendrait coupable des délits visés à l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881, et d'examiner la possibilité de requérir et de retenir la peine complémentaire d'inéligibilité prévue par ce même article.

Parti communiste français
Paris, le 13 février 2026

https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/

1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

17/23 février 1936 (7)

La pasionaria

Toute la semaine, c'est l'actualité espagnole qui fait la Une. On parle des 14 communistes élus au parlement de Madrid ; des droites défaites en Andalousie et en Asturies ; d'une grève générale proclamée à Saragosse ; de la constitution d'un gouvernement de gauche sous la présidence de Mabuel Azana .

Celui-ci proclame aussitôt l'amnistie en faveur « des condamnés pour délits politiques et sociaux et des conseillers municipaux condamnés en septembre 1934 ». Il est vrai que dès l'annonce de la victoire du Frente Popular, et sans attendre ce décret, des prisons commençaient à se vider sous la pression populaire. 30 000 détenus quittent leurs pénitenciers.

À Madrid, gare du nord, une manifestation, drapeaux rouges en tête, salue l'arrivée d'une élue des Asturies, la pasionaria, surnom de Dolorès Ibaruri. Elle est née en 1895 dans une famille de mineurs, huitième enfant d'une fratrie de onze.

Militante révolutionnaire dès 1917, elle participe à la fondation du PCE, est élue à sa direction dès 1930. Elle est déléguée au Komintern à Moscou en 1933. Deux de ses enfants (les quatre autres sont morts très jeunes) vivent à Moscou, dont Ruben, mort dans la bataille de Stalingrad.

En France, une série de grèves traverse le pays. Celle des dockers de Marseille qui a paralysé le port est victorieuse ; l'accord reconnaît le droit syndical, « garantit les us et coutumes » des travailleurs du port et précise que tous les dockers seront réembauchés. L'animateur de la lutte n'est autre que Charles Tillon (futur député communiste d'Aubervilliers).

Alors que se précise le congrès de réunification de la CGT à Toulouse, des dirigeants syndicalistes interviennent très régulièrement en Une de *l'Humanité* sur les différents enjeux de ce congrès.

Ainsi le 21 février, Julien Racamond (responsable de la CGTU et du Parti communiste) revient sur un des points du programme : « la mise en œuvre rapide d'un véritable programme de grands travaux d'utilité publique pour lutter contre le chômage ».

Les deux courants (CGT et CGTU) partagent cette revendication comme l'ont montré leurs derniers congrès confédéraux respectifs. Sur ce point il y aura unanimité à Toulouse.

Mais « une différence importante subsiste en ce qui concerne les moyens de financement de ces travaux et on trouve dans ces positions divergentes les caractéristiques qui marquent les plans de la CGT et de la CGTU. » Pour Racamond, la solution consiste à « faire payer les riches », mot d'ordre qui est d'ailleurs le titre de son article.✪

Gérard Streiff

Le carré rouge (série)

Henri Barbusse (4)

En quelques épisodes nous allons vous accompagner pour découvrir le cimetière du Père-Lachaise. Enfin, y prétendre serait présomptueux, aussi au travers d'un aperçu rapide de son histoire, nous nous dirigerons plus particulièrement vers un espace que l'on nommera le « Carré rouge ».

Henri Barbusse 1873-1935. Le 7 septembre 1935, Barbusse est le premier membre du PCF à être inhumé dans cet espace.

Au front, durant la guerre de quatorze-dix-huit, il écrira en 1916 son roman *Le Feu, journal d'une escouade*, le martyre des soldats des tranchées face aux horreurs de la guerre ; roman pour lequel il obtiendra le prix Goncourt et par lequel, dira Marcel Cachin, « *...il avait déshonoré à jamais la guerre impérialiste* ».

Pacifiste et humaniste convaincu, en 1917 il fonde l'ARAC (l'Association républicaine des anciens combattants) avec Paul Vaillant-Couturier et Raymond Lefebvre. En 1919, toujours avec Vaillant-Couturier et Lefebvre, il anime le Mouvement Clarté, et son journal éponyme, *Mouvement pacifiste et humaniste.*

Il adhère au PCF en 1923 ; en 1926 il est directeur littéraire du journal *l'Humanité*. Avec Romain Rolland, en 1932, il lance un appel pour un Congrès mondial contre la guerre ; le premier se tient à Amsterdam et le second, en 1933, Salle Pleyel à Paris, d'où le nom de ce mouvement Amsterdam-Pleyel. Beaucoup d'intellectuels rejoignent le mouvement comme Einstein, Heinrich Mann, John Dos Passos, Upton Sinclair, Bertrand Russel, Maxime Gorki.

Toujours en 1932, et encore avec Romain Rolland, il ouvre la première université ouvrière, université dans laquelle professeront, entre autres, Politzer, Langevin et Wallon.

Barbusse souscrit totalement à la Révolution d'Octobre et à l'URSS, il y séjournera à plusieurs reprises, de 1927 à 1929. Il assistera au VIe congrès de l'Internationale communiste, au Xe anniversaire de la Révolution d'Octobre et au congrès fondateur des « Amis de l'URSS » qui deviendra en 1945 « France-URSS ». En 1934, il participe également au premier congrès de l'Union des écrivains soviétiques et au Congrès international des Écrivains pour la défense de la culture. En 1935 il participe au VIIe congrès de l'Internationale communiste et c'est durant ce séjour qu'il décède d'une pneumonie, le 30 août 1935.

Un comité d'organisation est mis sur pied pour ses obsèques, avec Maxime Gorki et Romain Rolland. C'est un cortège de 300 000 personnes qui l'accompagnera au Père-Lachaise. Une foule rassemblée, portée par l'unité contre le fascisme des forces du Front populaire, ce combat que menait sans relâche Barbusse, comme ses combats pour la paix.

Le 13 septembre 1936, 50 000 personnes assisteront à l'inauguration de son monument réalisé en marbre de l'Oural et offert par les travailleurs de l'URSS. Deux plaques, l'une en russe, l'autre en français, évoquent ce don ; sur la dalle, une urne avec de la

terre de la cote 1342, immortalisée dans son livre *Le feu*, terre ramenée lors d'une cérémonie au Chemin des Dames en 1949. La dalle est surmontée d'une stèle, avec en médaillon le profil d'Henri Barbusse.

Il est à noter qu'en 1939, *le Guide Bleu de Paris,* de Hachette, inclut le plan du cimetière du Père-Lachaise et que la tombe d'Henri Barbusse n'y figure pas.✪

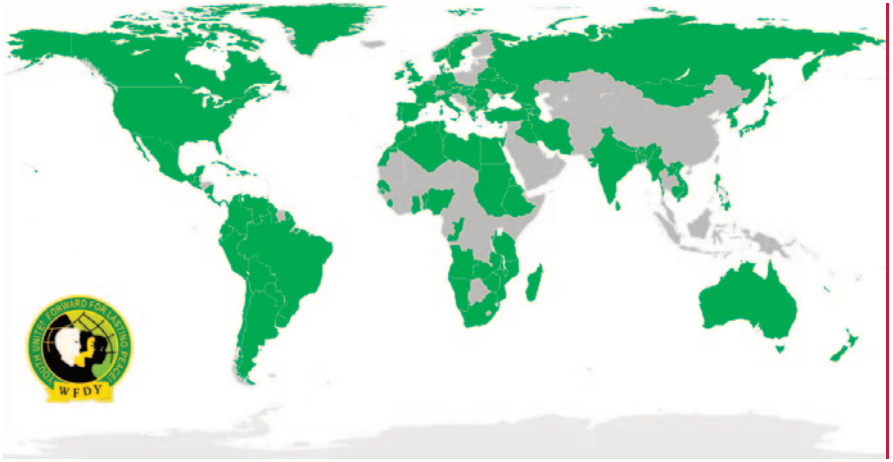
Gérard Pellois

Le MJCF appelle les jeunes à participer au 20e Festival mondial de la jeunesse et des étudiants

« Pour la paix et la solidarité, nous luttons contre l'impérialisme et la guerre ! » Sous ce slogan international, l'organisation de jeunesse communiste lance aujourd'hui le Comité national de préparation du 20e Festival mondial de la jeunesse et des étudiants (FMJE) et un appel en direction des jeunes de France. Cette nouvelle édition du FMJE s'annonce comme un rendez-vous historique pour la jeunesse mondiale et le mouvement anti-impérialiste.

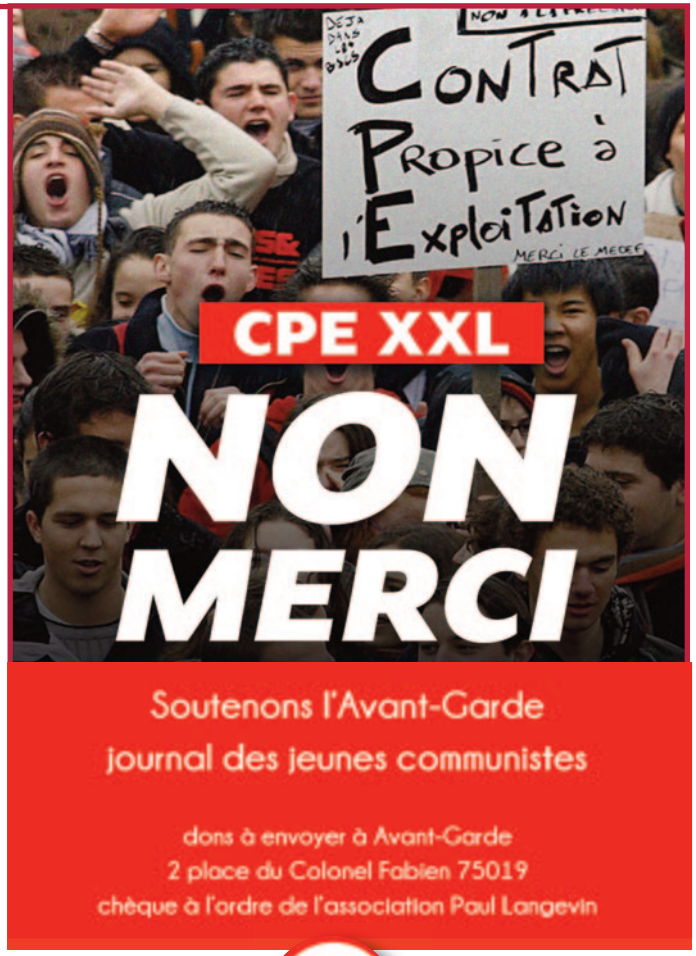
Près de 80 ans après sa création dans le sillage de la victoire sur le fascisme, le Festival mondial de la jeunesse et des étudiants s'apprête à vivre sa 20e édition en 2026, fin juillet. Cet événement historique se veut un rendez-vous incontournable pour des milliers de jeunes issus de tous les continents qui refusent la guerre, l'injustice et l'exploitation. Ensemble, ils entendent brandir le drapeau de la paix et de la solidarité pour écrire une nouvelle page de l'histoire mondiale fondée sur la fraternité.

Dans un monde marqué par la remise en cause de la souveraineté des peuples, ce festival prend une portée singulière. Plus que jamais, l'impérialisme privilégie les profits au détriment de la paix, entraînant pillage des ressources et austérité au service de la guerre. Face à la crise d'hégémonie des États-Unis d'Amérique, l'escalade des conflits et des ingérences banalise le recours à la force au mépris du droit international. En France, ce climat alimente une précarité croissante pour la jeunesse. Tandis que les budgets militaires explosent, l'accès à l'éducation, à la culture et à un emploi digne est chaque jour menacé par des politiques de sélection sociale, de précarisation du travail et de bas salaires. Face à la montée des forces réactionnaires, les jeunes de France doivent s'organiser et lutter pour défendre un avenir de justice sociale et d'égalité.



Le Festival mondial sera un espace de débat et de fraternité pour unir les combats et partager des expériences de luttes et d'émancipation à travers le monde. Sa localisation à Caracas sera un symbole fort de mobilisation contre l'impérialisme. En affirmant leur solidarité avec les peuples qui résistent à l'impérialisme, comme en Palestine, au Venezuela ou à Cuba, les étudiants et jeunes travailleurs rejoindront ce mouvement pour construire un ordre international fondé sur la coopération et le progrès plutôt que sur la guerre et la prédation.

Dans le cadre de la préparation de la délégation française, le MJCF entend lever des fonds pour soutenir l'initiative, mener une campagne anti-impérialiste de solidarité avec Cuba et le Venezuela auprès des jeunes, mais également développer le dialogue intergénérationnel autour de l'histoire des festivals mondiaux de la jeunesse.✪



Pour la souveraineté démocratique du peuple iranien

Rencontre entre le PCF et le Parti Toudeh d'Iran

Les représentants des directions du PCF et du Parti Toudeh d'Iran se sont rencontrés lundi 16 février. À l'issue de cette rencontre, les deux partis ont publié une déclaration conjointe *(Déclaration du Parti Toudeh d'Iran et du Parti communiste français - Site Internet du PCF* ***www.pcf.fr*** *).*

Le Parti Toudeh d'Iran, fondé en 1941, est un acteur historique majeur de la lutte du peuple iranien pour la transformation démocratique et sociale de l'Iran et la souveraineté de la nation. C'est un ferme défenseur du droit international et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est au nom de ces principes qu'avec le Parti communiste israélien il avait publié une déclaration commune au moment de la « guerre de douze jours » contre les entreprises violant le droit international de Trump et de Netanyahou qui eurent pour conséquence de nourrir la propagande de la dictature théocratique au pouvoir à Téhéran. C'est un parti communiste qui paya lourdement le prix du sang durant la dictature (massacres de 1988). C'est un parti qui, à l'inverse d'autres organisations soi-disant d'opposition, ne bénéficie pas du soutien politique et financier des États-Unis, de l'Arabie Saoudite ou de l'État d'Israël. Le parti est interdit et militer dans ses rangs est passible de se retrouver pendu au bout d'une grue. Ses militants sont actifs en Iran et dans la diaspora.

Il est donc d'autant plus important d'échanger avec nos camarades iraniens qui nous ont fait part de quatre éléments :

- Le soulèvement actuel n'est pas le fruit d'un complot. C'est une lutte de classes qui procède de la situation sociale catastrophique dont souffre le peuple iranien du fait de la politique néolibérale de la dictature et des sanctions imposées par les États-Unis et l'UE. 14 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté sur 91 millions d'habitants. L'inflation atteint 48 %. Depuis plusieurs années, les mobilisations sociales se multiplient en Iran, malgré l'absence de structures syndicales indépendantes légalement établies et la répression exercée par les Gardiens de la révolution, qui contrôlent par ailleurs

30 à 50 % de l'économie. Les syndicats et les organisations indépendantes sont interdits.

- La répression atteint un niveau inédit de toute l'histoire de la République islamique. Le Parti Toudeh n'est pas en mesure de donner des chiffres précis, faute d'information réellement fiable. Mais les victimes se comptent en milliers. Des dizaines de milliers de personnes sont emprisonnées. Les familles doivent payer pour récupérer les corps de leurs proches.

- Des tentatives d'infiltration et de provocations existent, venues tant du régime que des États-Unis ou du gouvernement israélien. L'objectif pour les États-Unis serait à l'heure actuelle d'opérer un changement de régime à « moindre frais », peut-être par une option « à la vénézuélienne » sans avoir à l'occuper militairement, ce qui représenterait un risque bien trop important.

- Le régime n'est pas réformable. Les tentatives réformistes ont fait long feu. Il faut se débarrasser de la dictature par la mobilisation du peuple iranien, et non par une ingérence extérieure. Le Parti Toudeh d'Iran, depuis plusieurs années, propose pour cela aux organisations progressistes et patriotiques de constituer un front commun sur trois principes : la libération des prisonniers politiques, l'arrêt des politiques néolibérales et un nouveau régime séparant l'État de la religion.

Le Parti Toudeh d'Iran montre qu'une alternative progressiste, démocratique, indépendante, est possible en Iran pour rendre au peuple iranien la voix souveraine dont les islamistes comme les relais de l'impérialisme (tels que les monarchistes) l'ont si souvent privé.✪

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse :..... € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM.....PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL..... VILLE.....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/

Communistes

2, place du Colonel-Fabien -Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Amado Lebaube, Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.
RÉDACTION : Gérard Streiff / Mèl : **communistes@pcf.fr**
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA